



L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue LakanaL 34090 MontpeLLier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Déclaration liminaire de SUD Éducation 34 CAPD du Lundi 5 Février 2024

Nous nous retrouvons ici pour la première fois de l'année scolaire. Difficile de se réjouir de siéger dans des instances qui ont été largement privées de leurs prérogatives depuis 2019. Difficile de faire croire aux collègues que leur carrière est considérée avec l'impartialité, la transparence et la bienveillance auxquels ils et elles ont droit. En témoignent, par exemple, vos agissements récents invitant les collègues ayant fait des demandes simultanées de congé de formation, de mise en disponibilité, et/ou de temps partiels à faire un choix entre ces trois campagnes, alors que cela ne s'inscrit dans aucun cadre réglementaire. Nous devons ici nous contenter de vous accorder le droit à l'erreur.

La CAPD qui se réunit aujourd'hui se déroule quelques jours après une journée de grève importante dans l'éducation nationale. Une mobilisation qui vient en réaction face à la dégradation des conditions de travail et au mépris affiché du gouvernement et du ministère pour notre profession :

- des salaires encore et toujours insuffisants, avec comme seule réponse un pacte inacceptable ou des primes au mérite
- des conditions de travail de plus en plus difficiles et dégradées encore davantage par des réformes imposées dans la précipitation, par une augmentation des tâches, des missions et des temps de travail
- des dotations de poste largement insuffisantes pour couvrir les besoins existants et les nouvelles "priorités ministérielles"
- un manque chronique de moyens pour accueillir et accompagner tous les élèves à la hauteur de leurs besoins

Et, comme si les raisons de la colère énoncées ici ne suffisait pas, après le "choc des savoirs" du Ministre Attal, nous voilà confrontés à la nomination d'une ministre qui piétine

l'école publique et se ridiculise par ses mensonges. Toujours plus vite, plus haut, plus fort. Au lieu de calmer la colère de l'ensemble de la profession, le président Macron vient réaffirmer sa confiance à une ministre illégitime, symbole de la haute-bourgeoisie la plus réactionnaire, une ministre qui aurait dû être démissionnée et préfère annoncer des solutions fantoches piochées dans les malles poussiéreuses d'un passé fantasmé et nauséabond.

Alors oui, chaque année, le mal-être grandit. Notre métier est piétiné, les recrutements sont en crise et de nombreux collègues font leurs valises.

Pour revenir au point unique à l'ordre du jour de cette commission, SUD Éducation réaffirme son rejet d'un système d'évaluation inégalitaire et comportant sa part d'arbitraire, avec des critères d'évaluation et des quotas fixés à l'avance. Nous continuerons à revendiquer l'égalité salariale et des augmentations générales de salaires, une évaluation coopérative et formative déconnectée de l'évolution des rémunérations, plutôt qu'une mise en concurrence des collègues. Nous soutiendrons les collègues qui refusent, et c'est leur droit, l'évaluation PPCR et les rendez-vous de carrière.